



POUR L'ABROGATION DE LA REFORME DU COLLEGE ! Ensemble dès la rentrée contre la politique d'austérité ! CONSTRUISONS LA GREVE !

Durant juillet août, le gouvernement a continué ses attaques contre le monde du travail et l'ensemble des salariés : la loi Macron s'attaque sans retenue aux code du travail a été entérinée, les services publics vont être sous attaque avec la loi de territorialisation qui s'accompagne de fusions diverses, avec des suppressions d'emplois et déjà 10000 fonctionnaires menacés de mutation forcée, selon *Le Monde* du 12 août.

Pour l'abrogation de la réforme du collège !

Les mois de Mai et de Juin ont été marqués par des mobilisations massives contre la réforme du collège mais aussi par la détermination du gouvernement qui n'a rien lâché au lendemain du 19 mai. Mais celles-ci ne se sont pas étendues à toute l'éducation, malgré les votes des AG de l'académie. Il y a pourtant de très bonnes raisons pour que tous les personnels de l'éducation entrent dans l'action. La réforme du collège a confirmé les choix faits par le gouvernement : gérer l'austérité, aggraver les différences sociales (la fin des options et classes bilingues va enterrer définitivement les possibilités d'une éducation ambitieuse dans les quartiers populaires, les quelques structures d'aide encore existantes vont disparaître définitivement...) et accentuer la sélection des enfants avec le socle commun. Cette réforme est dans la droite ligne de ce qui s'est fait depuis plusieurs années que ce soit dans le primaire avec les réformes des rythmes scolaires et les RASED perpétuellement attaqués, au niveau des lycées avec les fermetures de filières notamment dans l'enseignement professionnel qui souffre aussi de la concurrence accrue avec l'apprentissage, ou à tous les niveaux avec la sortie de nombreux établissements de l'éducation prioritaire.

Réduire les effectifs et redonner des moyens

Le gouvernement ne veut pas s'attaquer au levier majeur pour la réussite des élèves : celui des effectifs par classe pour arriver à des maxima officiels de 20 et de 15 en éducation prioritaire, et d'un véritable plan de recrutement de 80000 personnels d'éducation. En cause la politique d'austérité imposée par des choix capitalistes pour une hypothétique relance au

détriment des salaires, des conditions de vie, des services publics. Et ça craque maintenant de partout, occasionnant de plus en plus de violence sur nos lieux de travail et une multiplication de situations d'échec scolaire.

Construisons un mouvement de grève durable jusqu'au retrait de la réforme

Les attaques pleuvent. Le moment est venu de stopper la politique d'austérité dont on voit les ravages qu'elle cause dans d'autres pays comme la Grèce. Les semaines qui viennent donneront l'occasion d'imposer un grand coup d'arrêt à la politique de casse de l'éducation, des services publics et aux attaques contre les salariés du public ou du privé. Après deux journées de grève conséquente, les directions syndicales nationales de l'éducation portent la responsabilité de la construction d'un fort mouvement de grève de toute l'éducation à l'issue de la journée de grève du 17 septembre à l'appel de l'intersyndicale nationale (SNES-FSU, SNEP, FO, CGT, SUD, FAEN) et jusqu'au retrait de la réforme du collège. Une grève massive qui serait un point de départ d'un mouvement d'ampleur et qui aurait comme perspective une mobilisation l'ensemble des salariés du public et du privé, permettrait de « relancer la machine » mise en route en mai-juin. Mais sans attendre, les premières AG doivent préparer et construire ce mouvement, poser la question de la continuité de l'action à l'issue d'une première journée de grève, et de la mobilisation d'ici là. Dès juin 2015 la CGT éducation 27 avait appelé à la grève à la rentrée et la CGT éducation 76 à construire une grève le 10 septembre. Vu l'ampleur des attaques, c'est une mobilisation nationale qu'il faut construire et l'enjeu est de faire du 17 septembre une puissante journée de grève de toute l'éducation avec des suites durables.

Les syndicats FSU, CGT et Solidaires appellent à la mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre pour les salaires, les conditions de travail. Mettons d'ici là en avant notre détermination et notre volonté de bloquer l'économie avec les salariés du privé à l'occasion d'une véritable journée de grève, et de construire un mouvement d'ampleur pour gagner sur nos revendications.

